

Le Medef présente 4 recommandations pour refonder la politique du logement en France

Publié le 7 janvier 2016

Le logement est un bien de première nécessité. C'est aussi un enjeu économique. Il est donc temps d'agir et de refonder la politique du logement en France.

Le constat est partagé : les politiques du logement des 20 dernières années ont été un échec social, mais aussi économique.

A l'occasion d'une matinale consacrée à ce thème, le Medef a dévoilé aujourd'hui quatre recommandations pour refonder la politique du logement en France :

1. Redonner du sens à la politique du logement
2. Relancer l'offre immobilière sans solvabilisation par la subvention
3. Réduire la dépense publique du logement
4. Fluidifier et décloisonner les marchés du logement

Alors que la France ne maîtrise plus ses finances publiques et peine à respecter ses engagements budgétaires européens, elle a consacré 41 milliards d'euros à sa politique du logement en 2013 pour une efficacité contestable. Il est vrai que celle-ci repose sur un système contreproductif où différentes aides viennent corriger les effets néfastes de prélèvements très élevés sur l'économie du secteur (au moins 63 milliards d'euros en 2013), entraînant inévitablement une dégradation de la compétitivité des entreprises et un frein à la consommation et à l'investissement.

Pourtant, le constat est partagé : les politiques du logement des 20 dernières années ont été un échec social (pauvreté, précarité et mal-logement, engorgement du parc locatif social et peu de mobilité entre parcs locatifs public-privé) mais aussi économique (blocage du marché du logement dans les principaux bassins d'emploi du territoire France : offre insuffisante au regard d'une demande en très forte croissance, inadéquation entre offre et demande, prix déconnectés du budget des ménages et qui stérilisent l'économie du secteur).

Le logement est un bien de première nécessité. C'est aussi un enjeu économique. Il est donc temps d'agir et de refonder la politique du logement en France. C'est dans cette perspective que le Medef formule 4 recommandations qui s'inscrivent dans la continuité de ses travaux sur ce thème, notamment son Livre blanc publié en mars 2015.